

Questions orales

La situation n'est donc pas si sombre. Nous devrions connaître un bon taux de croissance en 1992, comme le laissent entendre les projections du FMI, de l'OCDE, du Conference Board du Canada et d'autres organismes.

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le mois d'octobre a été une autre période déterminante pour le gouvernement actuel.

[Français]

On a battu les records pour le nombre de faillites et de personnes forcées de recourir aux banques de nourriture. Une personne sur cinq parmi celles qui ont recours aux banques d'alimentation a perdu son emploi l'an dernier et a épuisé son chômage.

Est-ce que le ministre admet que les coupures de son gouvernement dans l'assurance-chômage ont provoqué un transfert du fardeau social aux organismes de charité?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, il va de soi que toute faillite est déplorable. Nous sommes évidemment préoccupés par le grand nombre de faillites. La baisse des taux d'intérêt aidant, le pire semble passé et le nombre des faillites devrait maintenant diminuer. On continue d'observer des tendances positives. Un des signes les plus encourageants, c'est que la baisse des taux d'intérêt se poursuit.

Je dois faire observer que, comparativement à la situation qu'on a connue en 1981-1982, la récession que nous venons de traverser n'aura pas paru catastrophique sur le chapitre des faillites.

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Quand le ministre des Finances a prévenu les Canadiens qu'il ne fallait pas s'attendre à une forte diminution du nombre des chômeurs cette année encore, des milliers de citoyens se sont demandé combien de temps il leur restait avant de faire faillite et d'aller grossir les rangs de ceux qui font la queue à la banque d'alimentation de leur localité.

Le ministre s'engage-t-il à annoncer que son gouvernement ne va plus renier les chômeurs et les pauvres, mais plutôt chercher à sauver les victimes du fardeau fiscal imposé par les conservateurs?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, 108 000 emplois ont été créés au cours des mois de septembre et d'octobre. On s'attend à ce que plus de 300 000 nouveaux emplois voient le jour en 1992. Sans l'augmentation du nombre de travailleurs et sans l'expansion de la main-d'oeuvre, cela aurait eu pour effet d'abaisser de 2 p. 100 le taux de chômage.

Toutefois, en raison du grand nombre de Canadiens sur le marché du travail, il est beaucoup plus difficile de relever le défi. Je rappelle au député que, sur le plan de la participation, le Canada est au premier rang des pays industrialisés, ce qui est de nature à nous compliquer de plus en plus la tâche.

Je le répète, nous devons adhérer aux principes essentiels si vous voulons réaliser une croissance durable grâce à la stabilité des prix. Il en résultera une croissance à long terme et la sécurité d'emploi.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Statistique Canada nous apprend aujourd'hui que notre économie connaît en fait un ralentissement par rapport au mois dernier. Cela ne fait que confirmer ce que savent déjà des millions de Canadiens, soit que la récession est très loin d'être terminée.

Le ministre des Finances cite souvent la hausse des profits des sociétés comme preuve de la reprise. Je demanderais au ministre des Finances et au premier ministre de considérer le nombre des travailleurs qui ont été mis à pied cette semaine seulement: 139 à la Norsk Hydro, 2 000 à IBM et 1 300 dans les magasins Town & Country de tout le pays. Et le CN se prépare à effectuer d'autres mises à pied.

Quand le premier ministre se décidera-t-il à tenir compte de la récession, des vrais victimes de la récession, des personnes qui sont sans emploi et à qui il faut redonner espoir en mettant en place un programme de création d'emplois?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je répète que la seule façon d'assurer à long terme la croissance, la prospérité et la création d'emplois permanents, c'est de s'en tenir à l'essentiel, soit réduire les taux d'intérêt et juguler l'inflation. Ce n'est qu'en consolidant et en gérant bien nos finances que nous aurons un jour la croissance et la stabilité à long terme dont parle la députée.